

Juillet 2013

Commune de L'ÎLE D'YEU (85)

Zonage d'assainissement des eaux usées
Notice d'enquête publique
Révision n°2

Réf. : Æ 2012-07-02

1 – Contexte

La commune de L'Ile d'Yeu dispose d'un Schéma Directeur et d'un zonage d'assainissement des eaux usées depuis 1996. Une première révision de ce zonage a été réalisée en 2007.

La commune doit aujourd'hui modifier le zonage d'assainissement actuellement en vigueur afin de l'adapter au projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU) arrêté le 16 mai 2013, dans un souci de compatibilité avec la loi sur l'eau et notamment avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire-Bretagne.

Cette révision du zonage fait l'objet d'une nouvelle carte de zonage d'assainissement qui devra être soumise à enquête publique.

Le présent document constitue la révision n°2 du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de L'Ile d'Yeu.

2 – Cadre juridique concernant la révision du zonage d'assainissement des eaux usées

Les communes ont l'obligation de délimiter sur leur territoire les zones relevant de l'assainissement collectif et les zones relevant de l'assainissement non collectif, en application de l'article L.2224-10 du Code général des Collectivités Territoriales (CGCT) :

« Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif. »

L'article R.2224-7 du CGCT précise que : *« Peuvent être placées en zones d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un système de collecte des eaux usées ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement et la salubrité publique, soit parce que son coût serait excessif. »*

Ces zones sont délimitées après enquête publique, selon les dispositions des articles R.2224-6 et suivants du CGCT. L'enquête publique préalable à la définition des zones d'assainissement est précisée par l'article R.2224-8 du CGCT.

L'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées à l'article L.2224-10 est conduite par le Maire ou le Président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R.123-1 à R.123-27 du code de l'environnement.

La procédure mise en œuvre pour l'enquête publique a été modifiée par le décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 portant sur la réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement avec une entrée en vigueur au 1^{er} juin 2012.

Le décret détermine la procédure ainsi que le déroulement de l'enquête publique prévue par le code de l'environnement.

A ce titre :

- il encadre la durée de l'enquête, dont le prolongement peut désormais être de trente jours ;
- il facilite le regroupement d'enquêtes en une enquête unique, en cas de pluralité de maîtres d'ouvrage ou de réglementations distinctes ;
- il fixe la composition du dossier d'enquête, lequel devra comporter, dans un souci de cohérence, un bilan du débat public ou de la concertation préalable si le projet, plan ou programme en a fait l'objet ;
- il précise les conditions d'organisation, les modalités de publicité de l'enquête ainsi que les moyens dont dispose le public pour formuler ses observations, en permettant, le cas échéant, le recours aux nouvelles technologies de l'information et de la communication ;

- il autorise la personne responsable du projet, plan ou programme à produire des observations sur les remarques formulées par le public durant l'enquête ;
- il facilite le règlement des situations nées de l'insuffisance ou du défaut de motivation des conclusions du commissaire enquêteur en permettant au président du tribunal administratif, saisi par l'autorité organisatrice de l'enquête ou de sa propre initiative, de demander des compléments au commissaire enquêteur ;
- il améliore la prise en considération des observations du public et des recommandations du commissaire enquêteur par de nouvelles procédures de suspension d'enquête ou d'enquête complémentaire ;
- il définit enfin les conditions d'indemnisation des commissaires enquêteurs et introduit, dans un souci de prévention du contentieux, un recours administratif préalable obligatoire à la contestation d'une ordonnance d'indemnisation d'un commissaire enquêteur.

3 – Éléments techniques pris en compte dans l'actuel zonage d'assainissement

Les éléments pris en compte dans l'élaboration du zonage d'assainissement actuellement en vigueur sont les suivants :

- La qualité des sols qui présente une aptitude plus ou moins favorable à la mise en œuvre de techniques autonomes. Pour réaliser de l'assainissement autonome dans de bonnes conditions, les sols doivent être profonds et perméables. Lorsque ces conditions ne sont pas remplies, des techniques de substitution basées sur de la filtration sur sable sont préconisées. Le dispositif peut être drainé lorsque la perméabilité du sol est insuffisante.
- La typologie de l'habitat, c'est-à-dire la prise en compte des caractéristiques des parcelles attenantes à l'habitation : superficie, topographie du site, occupation des parcelles, présence d'exutoire en limite de propriété.
- La sensibilité des milieux aquatiques, c'est-à-dire la protection des ressources en eau et des usages de l'eau : nappe, fossés, marais, océan. La commune de L'Ile d'Yeu doit prendre en compte la qualité des milieux aquatiques de son territoire.
- L'hygiène publique, notamment les écoulements d'eaux usées dans les caniveaux ou fossés conduisant à des nuisances sanitaires et olfactives.
- Les perspectives du développement de la commune qui correspondent aux zones constructibles. Le zonage d'assainissement est donc établi en considération des zones d'urbanisation future. Une remise à jour du zonage d'assainissement peut être nécessaire périodiquement du fait de ces évolutions, objet de la présente révision.
- Les aspects financiers liés à la réalisation de l'assainissement collectif coûtent en général cher. Pour être économiquement supportable par la collectivité, le ratio correspondant au nombre de raccords / linéaire de canalisation doit être le plus élevé possible. La limite économique se situe autour d'une valeur de 1 branchement pour 25 à 30 mètres de canalisations gravitaires réalisées. Au-delà de cette limite, il est économiquement préférable de maintenir les habitations en assainissement autonome.

Le zonage d'assainissement est donc un compromis qui doit permettre de répondre aux possibilités techniques et financières, aux exigences de la protection du milieu, de la salubrité publique et du développement futur de la commune.

4 – Caractéristiques de la commune de L'Île d'Yeu : le milieu physique

4.1) Situation géographique

L'Île d'Yeu est une commune insulaire qui s'étend sur près de 2 332 hectares sur l'Océan Atlantique à dix milles nautiques des côtes continentales.

D'un point de vue administratif, la commune appartient à la région des Pays de la Loire et au département de la Vendée (85). Du fait de sa position insulaire, elle n'est encadrée par aucune commune. Les communes les plus proches de l'Île d'Yeu sont : Saint-Jean-de-Monts, Notre-Dame-de-Monts, La Barre-de-Monts, Saint-Hilaire-de-Riez, Saint-Gilles-Croix-de-Vie, Noirmoutier-en-l'Île, Barbâtre.

4.2) Relief terrestre et marin

L'Île s'étend sur une superficie de 23 km². Son relief est peu marqué. Le centre de l'île est constitué d'un plateau plutôt élevé selon un axe nord-ouest / sud-est à 20-30 m_{NGF} avec deux points culminants au niveau du Grand Phare et de la Citadelle de Port Joinville, d'un trait de côte sud abrupt (falaises) et d'un trait de côte nord-est en pente douce (cordon dunaire et plages). Le point le plus haut de l'île est situé à Ker Viroux (35 m_{NGF}). Sur le quart est de l'île, des zones basses sont développées à des cotes comprises 0 et 10 m_{NGF} («marais»), en retrait des plages.

L'organisation topographique de l'île se retrouve au niveau de l'organisation des fonds marins. L'île, distante de 10 milles des côtes vendéennes, est reliée au continent en direction du nord-est (vers le Marais Breton) par le Pont d'Yeu, succession de hauts fonds de type sableux et rocheux. De la Pointe du But à la Pointe de la Gilberge, l'estran d'une largeur de 100 à 200 mètres est à dominante rocheuse, constitué d'anses sableuses (plages de la Pulante, des Roses, de la Tourette, de Ker Chalon...). Le fond marin de type rocheux en zone côtière recouvre à moins d'un demi mille au large des côtes, soit environ à la côte bathymétrique de -5 m, un caractère sableux. De la Pointe Gauthier à la Pointe des Corbeaux, l'estran d'environ 200 mètres est à dominante sableuse, avec les grandes plages des Ovais, de la Grande Conche et de la Petite Conche. Le long de cette côte, la bathymétrie se caractérise par la présence de petits fonds d'environ -3 m à 400 m de la côte, l'isobathe -5 m se situant à 500-600 mètres de la côte ; plus au large vers le continent, les fonds n'excèdent pas 8 m, les hauts fonds du Pont d'Yeu se situant de -3 m à -5 m environ. La côte Sud offre un relief très escarpé avec des falaises rocheuses abruptes, ponctuées de petites criques sableuses, la partie orientale de l'île offrant toutefois un aspect différent avec un estran rocheux. De la Pointe du But à la Pointe de la Tranche, les fonds rocheux s'étendent de ½ à 1 mille des côtes et présentent une déclivité importante, l'isobathe -30 m se situant en moyenne à 1 km des côtes. Au sud de cette formation rocheuse, les fonds deviennent sableux et vaseux, avec la présence de deux vasières importantes dans la limite des 3 milles.

4.3) Le sol et le sous-sol de l'île

Appartenant au massif hercynien sud-Armoricain, l'Île d'Yeu constitue un fragment d'anticlinal gneissique, se rattachant à la structure des Sables d'Olonne. Constituée pour l'essentiel de gneiss, l'île présente une structure géologique globale, de pendage faible de 10 à 15° vers le nord-est, traversée dans sa partie sud par une faille orientée nord-ouest/sud-est. Cette faille laisse apparaître au niveau de la côte sud, un bloc de granite gneissique, à pendage

accentué vers le nord-est (75°). A noter par ailleurs, des intrusions granitiques pointant à travers l'anticlinal gneissique (Saint-Sauveur, Presqu'île du Châtelet, Ker Pissot, Pointe des Corbeaux). Sur l'ensemble de sa structure, l'Île est parcourue par un réseau de fractures, plus ou moins ouvertes, conférant au massif des possibilités de circulation d'eaux souterraines. La côte nord-est est constituée par un cordon de dunes littorales, alimenté par de larges plages qui recouvrent le socle ancien. Ces plages se prolongent par des estrans très étendus qui s'appuient sur une plate-forme d'abrasion qui n'est que la prolongation des roches de l'île.

Le substratum de l'Île est majoritairement gneissique, et est considéré ici comme granitique au sens large (approche plus géotechnique que géologique). Ce substratum est recouvert localement de formations récentes : limons éoliens, alluvions marines flandriennes, alluvions fluviatiles modernes, dunes récentes et actuelles. Le substrat présente une altération irrégulière, caractéristique des paysages granitiques avec de nombreux affleurements de « boules » et « dalles » de rocher sain de tailles très variables (de quelques décimètres à une dizaine de mètres), entourés, voire noyés dans l'arène granitique. L'arène est un matériau meuble issu de l'altération du granite, dont la nature peut varier du sable à l'argile en fonction notamment des conditions dans lesquelles s'est déroulé le processus d'altération. Les sondages effectués dans l'arène (1984) à l'aide d'une moto-tarière, ont mis en évidence un horizon minéral C, peu affecté par les processus pédogénétiques, à texture soit d'argile sableuse, soit de sable avec une charge caillouteuse importante (15 à 30%). Différents types de sols sont rencontrés : des sols sableux perméables à très perméables, des sols sablo-argileux moyennement à peu perméables, des sols sablo-limoneux moyennement à peu perméables et des sols argileux peu perméables. Les caractéristiques particulières des sols sur l'Île sont : en général leur faible épaisseur, souvent inférieure à 1 m de profondeur, voire une très faible épaisseur à une absence de sol (sols inférieurs à 50 cm voire moins de 25 à 10 cm), et la présence d'une nappe à faible profondeur en de nombreux points de l'Île. Au niveau des puits, les niveaux moyens notés tournent autour de -1 m en fin d'hiver à -1,7 m en fin d'été. Les sondages tarières laissent apparaître des traces d'oxydoréduction régulièrement dès 30 à 50 cm de profondeur, voire dès la surface. Ces traces résultent de la présence de la nappe une partie de l'année (zone de battance). D'autres secteurs présentent des traces d'hydromorphie nettes (présence de la nappe en permanence à profondeur plus ou moins importante).

Dans le cas de l'Île d'Yeu, milieu insulaire, le contexte hydrogéologique est particulier avec la présence d'une nappe d'eau douce en équilibre hydrostatique sur un réservoir imprégné d'eau salée. La nappe aquifère, hétérogène à faible porosité de fissure, présente une conformation de surface proche du relief de l'île, avec un dôme piézométrique principal au niveau de Saint-Sauveur et un dôme secondaire dans le secteur du Grand Phare. Les courbes piézométriques rapprochées avec un dénivelé de l'ordre de 15 mètres pour une distance d'un kilomètre traduisent une mauvaise perméabilité et transmissivité du réservoir (liée à la nature de la roche aquifère). Les écoulements s'effectuent de part et d'autre du dôme vers la côte, soit dans une direction générale nord-est/sud-ouest. Le niveau de la nappe, proche de la surface du sol varie en fonction des saisons de 0,5 à 1 mètre. L'alimentation de la nappe s'effectue d'octobre à avril, lorsque les précipitations sont efficaces (bilan précipitation moins évapotranspiration positif), soit 250 mm de pluie par an. Seuls 10% de ces précipitations sont disponibles pour l'infiltration, le reste ruisselant en surface. La ressource annuelle est ainsi estimée pour l'ensemble de l'Île à 500 000 m³. Sur l'ensemble du territoire, la plupart des puits ne sont plus utilisés (l'adduction en eau potable ayant été réalisée en 1961 avec le continent) ou occasionnellement durant l'été pour l'arrosage des jardins. Cependant, de par leur faible profondeur (< 6 m) et les productivités de nappes réduites, les prélèvements d'eaux souterraines sont minimes. La nappe est exploitée par ailleurs pour les lavages notamment pour des cultures maraîchères. La qualité des eaux, en particulier riches en fer, ne peut répondre qu'à des besoins domestiques très limités, autres que l'alimentation en eau potable. Compte tenu du nombre important de filières

d'assainissement autonomes mal adaptées à la nature des sols, une contamination bactériologique de ces eaux est très probable, ce qui limite d'avantage encore leur utilisation.

4.4) Réseau hydrographique

Le relief de l'Île d'Yeu peu accentué, avec une ligne de crête dans la partie centrale du territoire, délimite une douzaine de bassins versants principaux se répartissant tout autour de l'Île d'Yeu. Ces bassins sont drainés par un réseau de fossés pluviaux que collectent quelques ruisseaux principaux. Ils sont canalisés dans leurs parties aval. Ces cours d'eau présentent, de par la topographie de l'Île (variation de pentes) et surtout la proximité du milieu marin, de multiples faciès : eaux douces courantes avec lit caillouteux ou légèrement vaseux, eaux douces stagnantes, eaux saumâtres, courantes ou stagnantes, à proximité de la mer, constituant des milieux variés (et donc des biotopes différents) aux exigences de qualité différentes.

Toutefois ce réseau est essentiellement destiné à un usage de drainage et d'assainissement pluvial de l'île, avec un assèchement partiel du réseau en période estivale. Les exigences de qualité pour ces réseaux sont donc plutôt à relier à un souci sanitaire ou de protection du milieu aval, qu'à une protection des biocénoses...

Par ailleurs il est à noter, à l'arrière de la côte sableuse du Nord-Est, de petites dépressions occupées par des marais. Il s'agit des marais de La Guerche, du marais Salé, du marais de La Gorelle, du marais Mottou et le marais de La Croix. Ces marais sont actuellement isolés du milieu marin et sont alimentés par des arrivées d'eaux douces locales (petits bassins). Des projets de réhabilitation de ces marais sont à l'étude.

L'alimentation du réseau hydrographique de l'île est assurée suivant les périodes de l'année par les apports d'eau de nappe et le ruissellement pluvial, et varie selon la nature de l'occupation des sols des bassins versants (rural, semi-urbain, urbain). Les apports d'eaux souterraines proviennent de la nappe superficielle d'eau douce située à faible profondeur et sont surtout fonctions des niveaux piézométriques. Ils sont les plus importants en fin de période hivernale, lorsque la nappe est « regonflée ». En ce qui concerne les apports d'eaux par ruissellement, la faible épaisseur des sols (souvent inférieure à 50 cm) sur un socle rocheux de type gneissique ou granitique, favorise en cas de pluie ou plus particulièrement lorsque les sols sont saturés en eau, un ruissellement important.

En parallèle, deux phénomènes aux effets contraires existent sur l'île :

- l'urbanisation croissante des bassins versants avec le développement d'un tissu semi-urbain aboutit à l'imperméabilisation des sols, et donc à l'augmentation des surfaces actives au ruissellement (augmentation du flux ruisselé en cas de pluie). Cette évolution a une répercussion beaucoup plus importante en cas de fortes pluies (volumes et débits de crue),
- l'abandon progressif des parcelles rurales cultivées, le développement de la lande et le mauvais entretien des lits des cours d'eau encombrés conduisent à une importante diminution et ralentissement du ruissellement et favorisent l'infiltration, d'où un caractère d'hydromorphie de plus en plus affirmé sur certains secteurs de l'île en période hivernale (engorgement des sols).

En conclusion, le régime hydraulique de ces cours d'eau se traduit par des débits très faibles à nuls (moins de 1 l/s) en période estivale, et en période pluvieuse hivernale par des débits atteignant plusieurs centaines de litres/seconde.

4.6) Usages de l'eau

Aucun captage d'eau potable collectif n'est recensé sur l'Île d'Yeu : l'eau distribuée provient des eaux de surface du continent : de l'usine d'Apremont (91%) et de l'usine du Jaunay (9%). L'alimentation de l'île en eau potable est assurée depuis le continent par une canalisation sous-marine (17 km), entre la plage de la Tonnelle à Saint-Jean-de-Monts (poste de surpression) et les réservoirs situés entre le Marais Salé et la Pointe du Porteau (2 bâches de reprise de 5000 m³ et 500 m³). Après chloration, l'eau est envoyée sous pression vers le réseau de distribution de Saint-Sauveur et vers le réservoir de Port Joinville (château d'eau de 1500 m³) et le réseau desservant l'île (132 km).

La gestion du service d'eau potable (unité de distribution) de l'Île d'Yeu est assurée par la SAUR pour Vendée Eau (Syndicat Départemental d'Alimentation en Eau Potable).

D'après une enquête menée en 2008 auprès de la SAUR, la consommation moyenne est de 800 m³ par jour l'hiver et 4000 m³ par jour en période de pointe estivale (14 juillet au 15 août). Pour une population permanente de 5000 îlais, la consommation serait alors de 163 litres/jour/personne en période hivernale. Ce résultat est à nuancer puisque cette période intègre les vacances scolaires, où la population est plus nombreuse (avec le remplissage des résidences secondaires notamment). Selon l'estimation de la SAUR, la consommation moyenne d'un résident permanent sur l'Île d'Yeu est de 120 litres/jour/personne. Pour une population estimée, du 14 juillet au 15 août, à 18 200 personnes, en moyenne, la consommation moyenne pourrait être de l'ordre de 220 litres/jour/personne. Ces valeurs sont à relier aux valeurs nationales : 137 litres/jour/personne en moyenne, avec d'importantes différences régionales (122 l/j/p dans le Nord - Pas-de-Calais à 239 l/j/p en Provence-Alpes-Côte d'Azur, source IFEN, 2004).

Le littoral et la mer constituent un élément majeur de l'Île d'Yeu puisque les limites terrestres communales sont définies par le trait de côte de l'île. L'activité humaine liée au littoral et à la mer s'est développée sur deux pôles à l'Île d'Yeu :

- L'activité halieutique de l'île est essentiellement axée sur la pêche côtière et la pêche au large. Les métiers de la pêche pratiqués sur l'île se divisent en deux grandes catégories : la pêche au large, qui englobe des activités telles la pêche germonière, et la pêche côtière qui est pratiquée aux abords de l'île par les pêcheurs locaux et se caractérise par la polyvalence des activités : casiers à crustacés (tourteaux, araignées, homards), casiers à crevettes, palangres à congres ou à bars, filets à soles ou à merlus, drague à patagos. Au niveau des zones côtières, zones écologiquement sensibles, la pêche est réglementée avec l'instauration de zones de pêches protégées : ce sont des réserves de crustacées et de poissons. Elles couvrent toute la pointe ouest de l'île, entre le Grand Champ et la Pointe du Châtelet sur une distance d'un mille au large, ainsi que la partie située au sud-est entre le port de la Meule et la Pointe des Corbeaux, sur une distance d'un demi mille au large.
Les autres métiers de la mer sont peu développés. Les filières d'aquaculture avaient été entièrement détruites par la marée noire de 1999, suite au naufrage de l'Erika. Depuis 2008, des parcs destinés à la mytiliculture ont été réimplantés par un aquaculteur à 500 mètres au large de la plage des Ovaies (nord-est).
- En ce qui concerne l'activité touristique et de plaisance, la côte nord-est de l'île, présentant des caractéristiques semblables au littoral vendéen (dunes, bois de pins), comprend les plages et zones de baignade les plus fréquentées. La côte sauvage, au sud de l'île, abrite quelques criques et anses sableuses, les plus fréquentées se trouvant sur la zone sud-est. Les eaux de baignade des plages de l'Île d'Yeu suivies par la DDASS présentaient une qualité bonne à très bonne entre 2009 et 2012.

4.7) Contraintes liées aux périmètres environnementaux

Le tableau suivant présente chaque périmètre de protections naturelles ou inventaire recensé sur la commune.

Site Classé 85 SC 11 a "Le bois de la Citadelle"
Site Inscrit 85 SI 11 b "L'Ile d'Yeu en totalité"
Site Classé 85 SC 11 c "La côte sauvage"
ZNIEFF 50220001 de type 1 "Dunes et marais de la Pointe du Porteau à la Pointe des Corbeaux"
ZNIEFF 50220002 de type 1 "Littoral et zones voisines des Roses à la Pointe du But"
ZNIEFF 50220003 de type 1 "Côte sauvage et landes voisines de la Pointe du But à la Pointe des Vieilles"
ZNIEFF 50220000 de type 2 "Ile d'Yeu"
ENS CG85 "Côte sauvage"
ENS CG85 "Citadelle"
ENS CG85 "Marais"
Conservatoire du Littoral (<i>en projet</i>)
Zones humides (inventaire communal)
Boisements et haies (inventaire communal)
Natura 2000 SIC FR5200654 "Côtes rocheuses, dunes, landes et marais de l'Ile d'Yeu"
Natura 2000 SIC FR5202013 "Plateau rocheux de l'Ile d'Yeu"
Natura 2000 ZPS FR5212015 "Secteur marin de l'Ile d'Yeu jusqu'au continent"

5 – Caractéristiques de la commune de L'île d'Yeu : population et habitat

5.1) Population

5.1.1) Population permanente

Le recensement effectué par l'Insee en 2007 estimait la population de la commune de l'Île d'Yeu à 5026 habitants. Les derniers chiffres mis à disposition au 1^{er} janvier 2012 correspondent à la population de 2009. Ce recensement complémentaire estimait la population à 4699 habitants en 2009.

Les données suivantes permettent de souligner que l'évolution démographique de l'Île d'Yeu a fait l'objet de multiples fluctuations depuis 1968. L'évolution de la population de l'île a amorcé une baisse entamée depuis les années 1990. Si la baisse du solde naturel s'explique par un relatif vieillissement (enregistré sur tout le territoire français), l'impact le plus notable est celui du solde migratoire. Un des enjeux de la commune est de maintenir ses jeunes ménages et de permettre l'arrivée de nouveaux habitants qui pourront redresser le solde naturel.

Evolution de la population (données INSEE)				
Année	Population totale	Variation (% pop ⁹)	Nombre total de logements	Nombre moyen d'habitants par foyer
1968	4786	/	2092	3,2
1975	4766	- 0,1 %	2297	3,1
1982	4880	+ 0,3 %	3103	2,7
1990	4941	+ 0,2 %	4004	2,6
1999	4811	- 0,3 %	5062	2,3
2009	4699	- 0,2 %	5485	2,2

5.1.2) Population saisonnière

Le tourisme de séjour sur l'Île d'Yeu revêt deux formes principales :

- un tourisme de séjour très développé avec une structure d'accueil d'hôtels, campings et surtout de résidences secondaires (3199 résidences secondaires) ;
- un tourisme de passage, qui s'est développé ces dernières années, avec des visiteurs en provenance du continent (par bateau, hélicoptère, avion) ou de la navigation de plaisance (estimation à 343 000 pers. en 2010).

Les structures d'accueil de l'Île ont une capacité d'accueil globale pouvant être estimée, l'hébergement se répartissant en deux composantes :

- facteur tourisme commercial : la capacité d'accueil issue de la charge commerciale a été estimée en fonction des structures d'accueil pour lesquelles deux estimations ont été effectuées : l'une en période normale, l'autre en période de pointe.

Structure d'accueil	Nombre	Capacité normale	Capacité en pointe
Hôtels	99 ch.	198 lits	221 lits
Camping	178 empl.	534 pers.	712 pers.
Chambres d'hôtes	37 ch.	80 lits	80 lits
Locations meublées	256	790 lits	968 lits
Centres de vacances	4	385 lits	665 lits
Port de plaisance	170 anneaux	510 pers.	510 pers.

- facteur tourisme non commercial : il comprend les personnes susceptibles d'être logées en dehors des réseaux professionnels.

	Nombre	Capacité normale	Capacité en pointe
Résidences secondaires	3199	15 995 pers.	22 393 pers.
Visiteurs résidences principales	2130	4 699 pers.	8 520 pers.

D'après l'ensemble des éléments précédents, la commune a une capacité d'accueil touristique totale estimée à :

- 18 500 personnes en période normale ;
- 34 000 personnes en période de pointe, soit 7 fois la population résidente.

La fréquentation est en constante progression. Il est également constaté une évolution dans les formes de séjour. Si la période estivale reste la principale saison touristique, les séjours hors saison tendent à se développer de manière importante.

5.2) Habitat et occupation des sols

5.2.1) Habitat

La physionomie de l'habitat de l'île a beaucoup évolué depuis le début des années 1950. Dans les années 1950, l'habitat sur l'île était concentré autour du bourg (Port-Joinville) et de hameaux : Saint Sauveur, La Croix, Ker Chalon, Ker Pierre Borny, Ker Chauvineau, Ker Pissot et Ker Bossy, Ker Gigou, Cadouère. Depuis 1950, le tissu urbain s'est développé sur toute la moitié nord-est de l'île, le long de l'ensemble des axes routiers principaux et secondaires, aboutissant à un tissu urbain étendu mais peu dense.

En 2009, la commune comptait 5485 logements, soit + 423 unités par rapport à 1999 ce qui représente un accroissement de près de 8,4%.

Parc des logements (données INSEE)				
Année	Nombre total de logements	Résidences principales	Logements vacants	Résidences secondaires
1968	2092	1487	113	492
1975	2297	1507	128	662
1982	3103	1688	56	1359
1990	4004	1904	90	2010
1999	5062	2061	162	2839
2009	5485	2130	156	3199

En 2009, la part des résidences principales était de 38,8% alors que celle des résidences secondaires était de 58,3%.

Cette répartition a évolué depuis 1968, même si la croissance est constante depuis 1968. Jusque dans les années 1980, la part des résidences principales était plus importante que celle des résidences secondaires. Or depuis, la répartition s'est inversée, faisant de l'île d'Yeu un territoire de villégiature. Aujourd'hui près de 6 logements sur 10 correspond à une résidence secondaire ou à un logement occasionnel.

Bien que les résidences secondaires et logements occasionnels possèdent le parc de logements le plus important, la croissance est plutôt homogène avec celle des résidences principales.

5.2.2) Occupation des sols et perspectives de développement

L'Ile d'Yeu a engagé depuis 2009 une procédure d'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU). Le projet a été arrêté par délibération du Conseil Municipal le 16 mai 2013. Le zonage de l'île projeté délimite le territoire en plusieurs zones :

- **La zone UA** correspond au tissu urbain central de Port-Joinville. On y retrouve un tissu urbain mixte où coexistent les activités, les commerces, les services et l'habitat. Elle est marquée par une assez forte densité et des fonctions de centralité affirmées.
- **La zone UB** correspond aux secteurs d'extension de l'agglomération de Port-Joinville et des villages. Elle correspond à une zone d'habitation semi-continue destinée à recevoir principalement des habitations collectives ou individuelles ainsi que des activités commerciales, des équipements et services publics.
- **La zone UC** correspond aux secteurs urbanisés en limite du tissu urbain aggloméré composé essentiellement d'habitations plus ou moins regroupées et dans lesquelles les capacités des équipements publics existants ou en cours de réalisation permettent d'admettre immédiatement des nouvelles constructions.
- **La zone UE** correspond aux secteurs urbains destinés à l'accueil de constructions à vocation d'activités économiques (industrielles, tertiaires et artisanales) localisés principalement dans la zone d'activités de la Marêche et le port de Port-Joinville.
- **La zone UH** correspond aux zones d'urbanisation diffuse composées essentiellement d'habitations plus ou moins regroupées et dans lesquelles les capacités des équipements publics existants ou en cours de réalisation permettent d'admettre immédiatement des constructions. Elle marque plus spécifiquement les limites de noyaux urbains que constituent villages et agglomération.
- **La zone UL** correspond aux secteurs urbains destinés à l'accueil d'activités, d'aménagements et d'infrastructures liés au tourisme, aux sports et aux loisirs.
- **La zone UM** correspond aux secteurs urbains destinés à l'accueil d'équipements publics et/ou d'intérêt collectif et d'activités dédiés aux activités liées directement à l'exploitation de la mer et des ressources marines.
- **La zone UP** correspond aux secteurs de villages anciens et d'urbanisation « dense », le plus souvent édifiés en ordre continu. Elle correspond à Saint-Sauveur et aux villages de Ker Pierre Borny, Cadouère, Ker Gigou, Ker Chauvineau, Ker Pissot, Ker Borny, Ker Chalon, Ker Guérin, La Meule, Les Martinières, Marais Salé, Les Sapins et La Croix. Les règles mises en place visent à préserver l'ambiance des villages.
- **La zone US** correspond aux secteurs urbains destinés à l'accueil de constructions à vocation d'équipements publics et de services d'intérêt collectif. Cette zone concerne tout particulièrement les secteurs suivants : la station d'épuration des Roses, le château d'eau, le complexe sportif et scolaire de Port-Joinville, les cimetières de Port-Joinville et de Saint-Sauveur, ...
- **Les zones 1AU et 2 AU** correspondent à des zones d'urbanisation future :
 - o Le PLU identifie 4 types zones à urbaniser : 3 zones à vocation principale d'habitat (1AUa, b et c) et 1 zone à vocation d'activités économiques (1AUe).
 - o Le PLU identifie 3 types de zones à urbaniser à long terme : 2AU à vocation principale d'habitat, 2AUe à vocation d'activités économiques (prolongement de la zone d'activités de la Marêche et 2AUI destinée aux activités de loisirs, touristiques et de plein air.
- **Les zones A** concernent les secteurs à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles exploitées ou exploitables. Il s'agit d'espaces préservés de l'urbanisation.
- **Les zones N** concernent les secteurs naturels à protéger en raison d'une part, de l'existence de risques ou de nuisances, et d'autre part de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique.

Depuis plus de 20 ans, la commune se distingue par une décroissance démographique. Face aux enjeux de l'île qui sont de maintenir un seuil démographique suffisant pour permettre la pérennité des équipements publics, des activités commerciales et économiques et ne pas réduire le territoire à unique usage résidentiel de tourisme, la commune s'est orientée vers une ambition d'atteindre le seuil de 5 000 habitants permanents. Elle a donc retenu dans le PLU une hypothèse d'une croissance démographique de 0,5 % par an jusqu'à 2025.

Au regard de ces projections démographiques, la commune a considéré les besoins fonciers nécessaires permettant tout à la fois de répondre favorablement à la croissance démographique estimée à l'horizon 2025, mais également aux besoins du point mort (Le point mort correspond au nombre théorique de logements à produire pour maintenir une stabilité démographique. Il correspond aux besoins induits par les phénomènes de desserrement des ménages, les besoins nécessaires au renouvellement du parc et la variation des résidences secondaires et des logements vacants). Les besoins pour 2025 sont de 159 logements induits par la croissance démographique et de 641 logements induits par le point mort, soit 800 logements au total.

Au niveau des zones urbanisées, des terrains restent disponibles ici et là entre des habitations existantes ("dents creuses") ; leur inventaire a permis de déterminer la capacité résiduelle de la commune à 17 ha, soit un nombre potentiel de 238 logements (en considérant un coefficient de rétention foncière de 30% et une base de 20 log./ha). Au niveau des disponibilités foncières pour des zones urbanisables, les projections établies tablent sur une superficie globale de 28 ha et un nombre potentiel de 505 logements.

Dans une vision raisonnée de son développement, la commune a souhaité organiser une ouverture à l'urbanisation pragmatique à l'échéance du PLU, soit 238 logements en zones U + 169 logements en zones 1AU = 407 unités (soit une trentaine de logements par an environ). Au besoin, selon l'évolution du territoire et du bilan triennal du PLU, la commune pourra recalculer les densités théoriques des zones de réserve foncière (2AU) par le biais d'une modification ou révision du PLU.

	Surface	Nb log. estimés		Surface	Nb log. estimés
Capacité résiduelle en zones U avec rétention foncière	17 ha	238 log.	Capacité des zones 1AU	11,2 ha	169 log.
<i>Capacité des zones 2AU</i>	<i>16,8 ha</i>	<i>336 log.</i>	Le Grand Pas	0,6	12
<i>Coulée verte (ZAC)</i>	<i>1,8</i>	<i>36</i>	La Garde	0,8	17
<i>La Meule (ZAC)</i>	<i>1,7</i>	<i>34</i>	Ker Doucet	0,8	10
<i>Ker Bossy (ZAC)</i>	<i>1,9</i>	<i>38</i>	La Belle Poule	1,4	20
<i>Ker Pierre Borny</i>	<i>1,6</i>	<i>32</i>	Le Hollandais Volant	1,7	25
<i>Cadouère</i>	<i>2,7</i>	<i>54</i>	Les Rieux	0,4	15
<i>Ker Chalon</i>	<i>2,4</i>	<i>48</i>	La Missionnaire	0,6	10
<i>Ch. de la Grande Remangère</i>	<i>1,4</i>	<i>28</i>	Chemin de la Messe	0,6	10
<i>Puits des Suisses Nord</i>	<i>0,8</i>	<i>16</i>	Le Tardy	2,6	25
<i>Puits des Suisses Sud</i>	<i>0,8</i>	<i>16</i>	La Tonnelle	1,0	20
<i>Versailles</i>	<i>1,7</i>	<i>34</i>	Les Bossilles (ZAC)	0,7	14

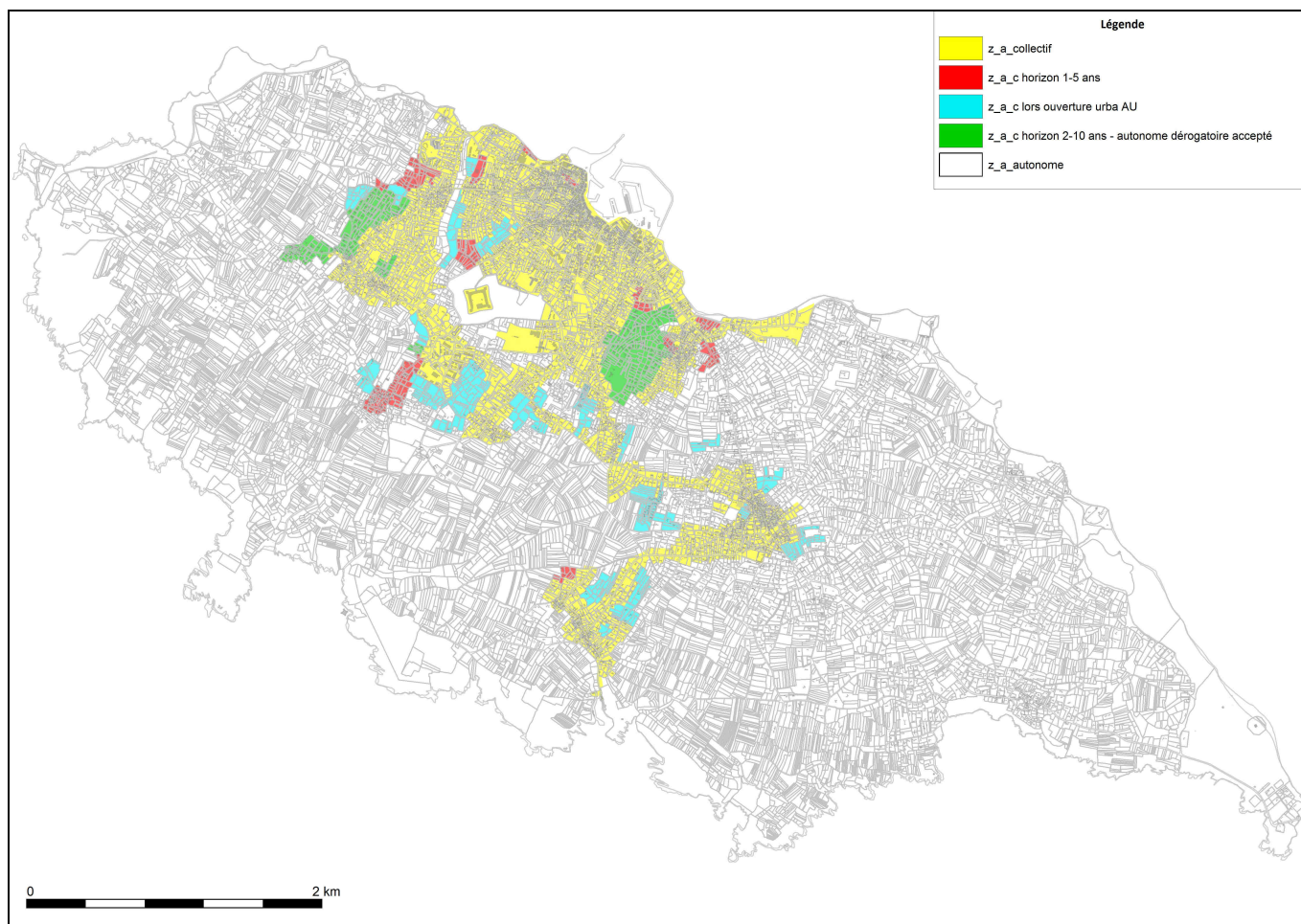
Les perspectives du PLU :	Logements	Habitants
Recensement INSEE 2009	5 485	4 699
Capacité résiduelle en zones U	+ 238	+ 523
Capacité des zones 1AU	+ 169	+ 372
soit	5 892 log.	5 594 hab.
<i>Les perspectives au-delà du PLU :</i>		
<i>Capacité des zones 2AU</i>	+ 336	+ 739
soit	6 228 log.	6 333 hab.

6 – Etat actuel de l'assainissement sur la commune de l'Île d'Yeu

6.1) Rappel des études de zonage

La commune de L'Île d'Yeu dispose d'un Schéma Directeur et d'un zonage d'assainissement des eaux usées depuis 1996. Une première révision de ce zonage a été réalisée en 2007.

Le zonage d'assainissement actuellement en vigueur est le suivant :



- le classement en zone d'assainissement collectif de l'agglomération de Port-Joinville et des centres des villages en zone d'assainissement collectif : zones desservies actuellement (*en jaune sur la carte*) + zones desservies à l'horizon 0 à 5 ans (*en rouge sur la carte*). Les terrains bordant le futur axe de desserte qui sera implanté au centre de l'Île de Saint Sauveur à Ker Borny, seront desservis en collectif.
- la desserte en zone d'assainissement collectif des zones d'urbanisation future lors de leur ouverture à l'urbanisation (*en bleu sur la carte*), en raison de regroupements des maisons en hameaux plus denses et des problèmes que poserait la mise en œuvre de l'assainissement autonome (mauvaise aptitude des sols à l'assainissement autonome, multiplication des filières drainées ou risques de résurgences d'effluents sur les parcelles voisines).

- la desserte en collectif à l'horizon 5 à 10 ans (*en vert sur la carte*) :
 - o des zones urbaines denses non encore desservies : villages anciens de Ker Gigou, Ker Borny, Ker Chauvineau,
 - o des zones urbaines de densité moyenne situées autour des villages précédemment cités, ainsi que sur le bassin de Cadouère – Ker Pierre Borny situé sur des terrains argileux (problèmes de fonctionnement des filières d'assainissement autonome non adaptées à la nature des sols), et en plusieurs points de l'agglomération de Port Joinville, non encore desservis (ouest de Ker Chalon),

Sur ces secteurs, l'urbanisation sera acceptée au niveau des terrains restant libres à l'urbanisation (« dents creuses ») avec mise en œuvre de mesures dérogatoires dans l'attente de la desserte en collectif. Les nouvelles habitations devront être assainies en autonome, avec mise en œuvre de filières de traitement adaptées à la nature des sols. Ces habitations devront être raccordées au collectif lors de la desserte de la zone en collectif.
- le maintien en assainissement autonome du reste de l'île (en blanc) avec mise en œuvre de filières adaptées à la nature des sols : filière hors sol ou semi-enterrée sur sol sableux avec dispersion dans le sol ; filière drainée en sol argileux.

6.2) Situation actuelle de l'assainissement non collectif

Lors de la première révision du zonage, une enquête sur l'assainissement autonome avait été réalisée en 2004-2005 par visite des installations individuelles (130 enquêtes) : 64% des filières étaient non conformes au DTU 64.1 et les filières conformes rencontrées n'étaient pas souvent adaptées à la nature des sols.

Les filières préconisées par l'étude du zonage de 2007 pour les différentes unités de sol présentes sur l'île sont de type :

- filière compacte hors sol drainée ou enterrée avec pompage de relevage ;
- filtre à sable drainé avec drainage périphérique ou filière compacte drainée enterrée ou semi-enterrée ;
- tertre d'infiltration ou filière compacte hors sol ou partiellement enterrée avec infiltration dans le sol.

Les filières d'assainissement autonome drainées posent plusieurs problèmes :

- en premier lieu, dans le cas du rejet dans un fossé, une autorisation de la part du propriétaire du fossé est nécessaire, ces fossés pouvant être de statut privé (fossé mitoyen entre 2 parcelles), communal ou départemental. L'élimination des eaux usées à l'intérieur de la propriété de celui qui les a émises est le seul mode de rejet totalement compatible avec le caractère strictement privé de l'assainissement individuel. En effet, si le droit français prévoit le transfert des eaux naturelles d'un tiers amont sur un tiers aval, il n'autorise pas qu'on y ajoute les eaux collectées par les toitures, et à plus forte raison, les eaux usées. Dans le même ordre d'idées, le rejet sur la voie publique : dans le fossé d'une route par exemple, implique l'acceptation de l'autorité responsable de la gestion de cette voie publique, qui devient ainsi partiellement responsable des conséquences néfastes que peuvent avoir ces eaux usées sur le milieu récepteur.
- en deuxième lieu, les rejets traités dans les fossés sont encore chargés en germes bactériologiques. En cas de pluie, le transit de ces germes vers les exutoires (zones naturelles et zones de baignade) s'effectue beaucoup plus vite que dans le cas de filières avec infiltration directe dans le sol.

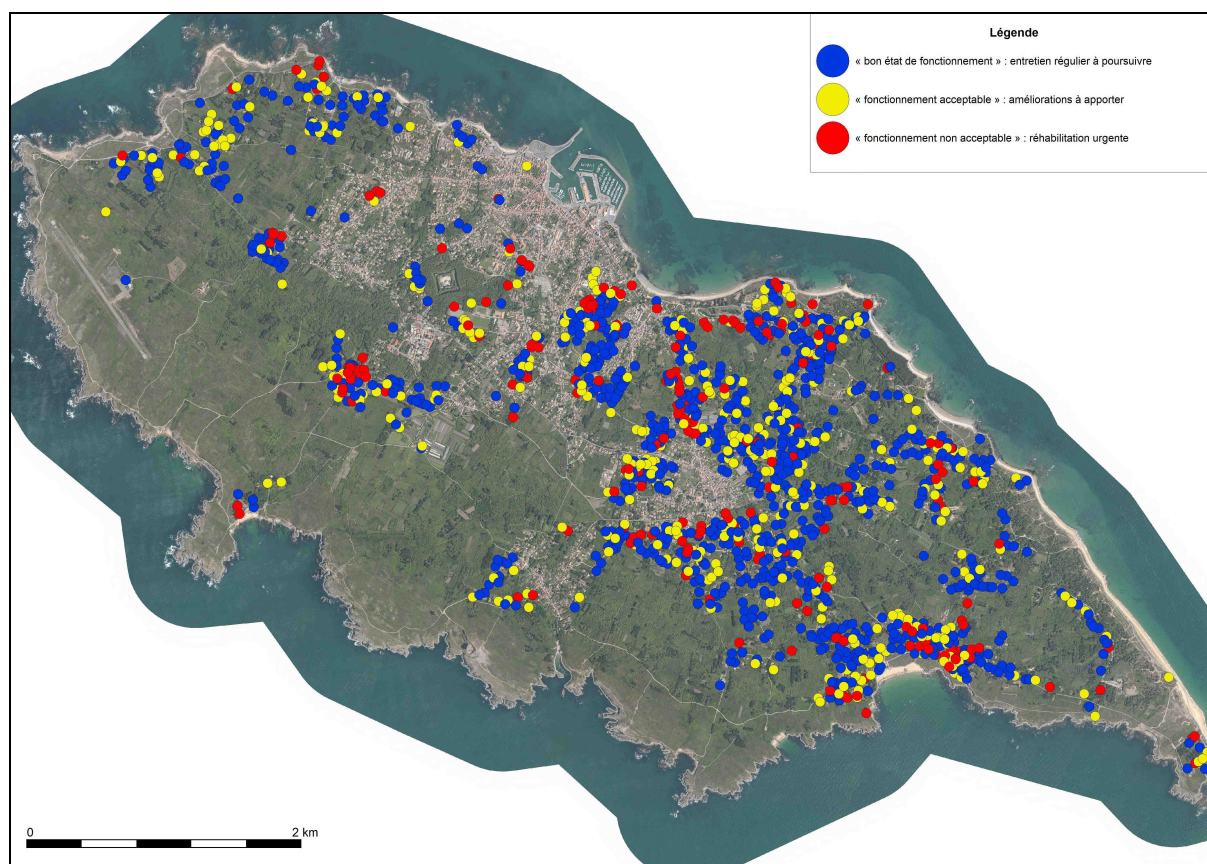
Leur multiplication est à éviter sur l'Île d'Yeu, du fait de la sensibilité des milieux récepteurs.

Dans le cadre de la mise en place en 2005 du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) chargé de contrôler l'existence et la conformité de toutes les filières individuelles, un diagnostic de l'ensemble du parc de filières d'assainissement individuel a été mené entre 2010 et 2012.

Le SPANC n'impose pas de travaux à réaliser mais rappelle la réglementation sur les obligations de réhabilitation, et informe les usagers sur les aides techniques et financières auxquelles ils peuvent prétendre.

Les contrôles sont notés sur les 4 critères suivants : l'état du dispositif, le fonctionnement, l'impact sur le milieu et le risque sanitaire pour le milieu. Ils sont ensuite classés par priorités. Au 31 décembre 2012, les résultats étaient les suivants :

Priorité 1 : « fonctionnement non acceptable » : réhabilitation urgente	16 %
Priorité 2 : « fonctionnement acceptable » : améliorations à apporter	27 %
Priorité 3 : « bon état de fonctionnement » : entretien régulier à poursuivre	51 %



D'une façon générale, le raccordement au réseau collectif des installations existantes non conformes devra être préféré à une remise aux normes ; ces possibilités devront être étudiées secteur par secteur en commençant par les plus denses.

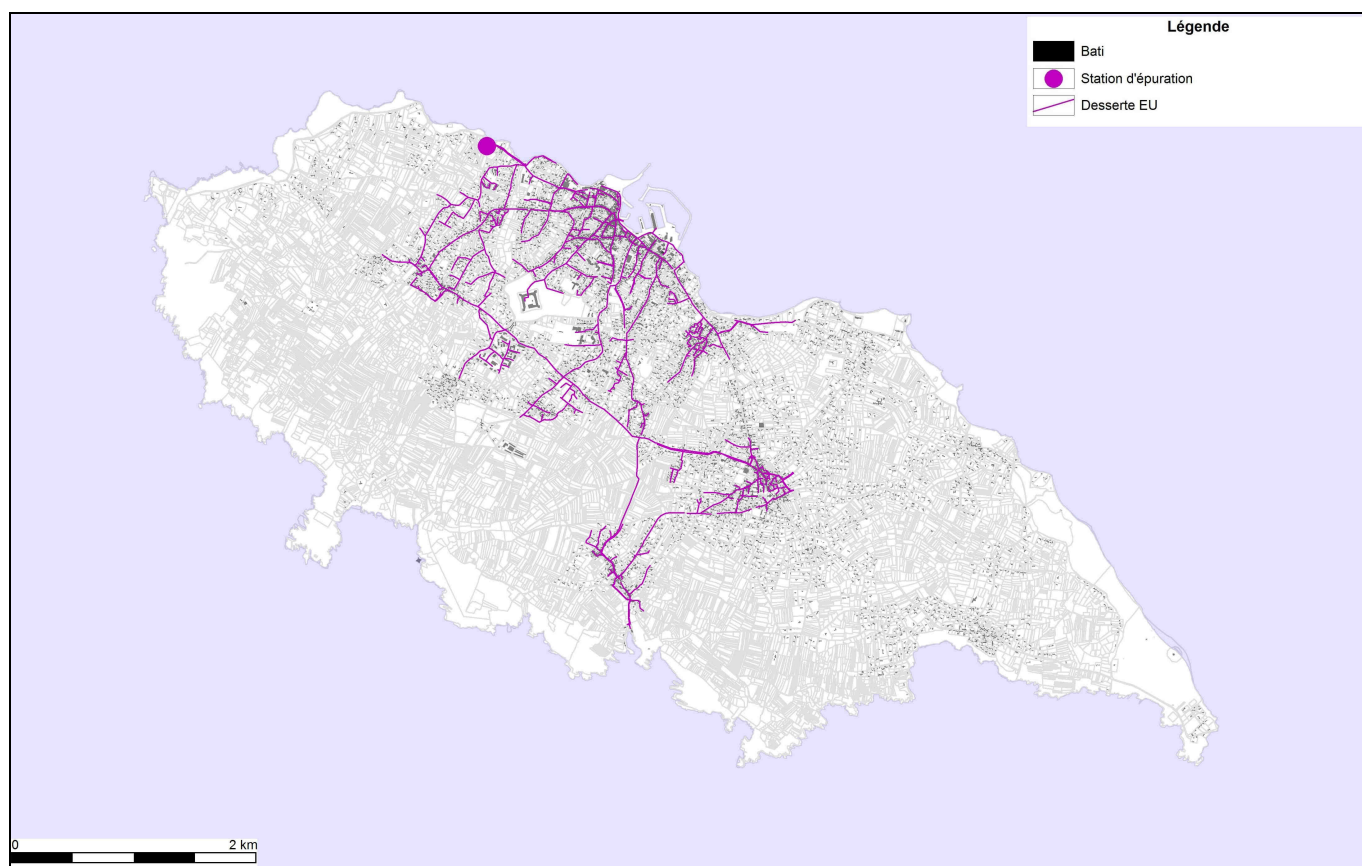
Dans les secteurs moins denses, l'assainissement non collectif devra être progressivement réhabilité et le réseau hydraulique aménagé et surveillé.

6.3) Situation actuelle de l'assainissement collectif

L'assainissement collectif a pour objet la collecte des eaux usées, leur transfert par réseau sur le domaine public, leur épuration, l'évacuation des effluents traités vers le milieu naturel et la gestion des sous-produits de l'épuration. La gestion et l'entretien de la station d'épuration sont assurés par la Lyonnaise des Eaux, ceux des réseaux de collecte par la SAUR.

La commune de l'Île d'Yeu est actuellement équipée d'un dispositif d'assainissement collectif se composant :

- d'un réseau de collecte des eaux usées étendu sur un linéaire de 42554 mètres (au 31/12/2012), doté de 26 postes de refoulement assurant le transfert séparatif des effluents vers la station d'épuration de l'île. En 2012, le nombre d'abonnés raccordés à la station s'élevait à 3 442 abonnés ;

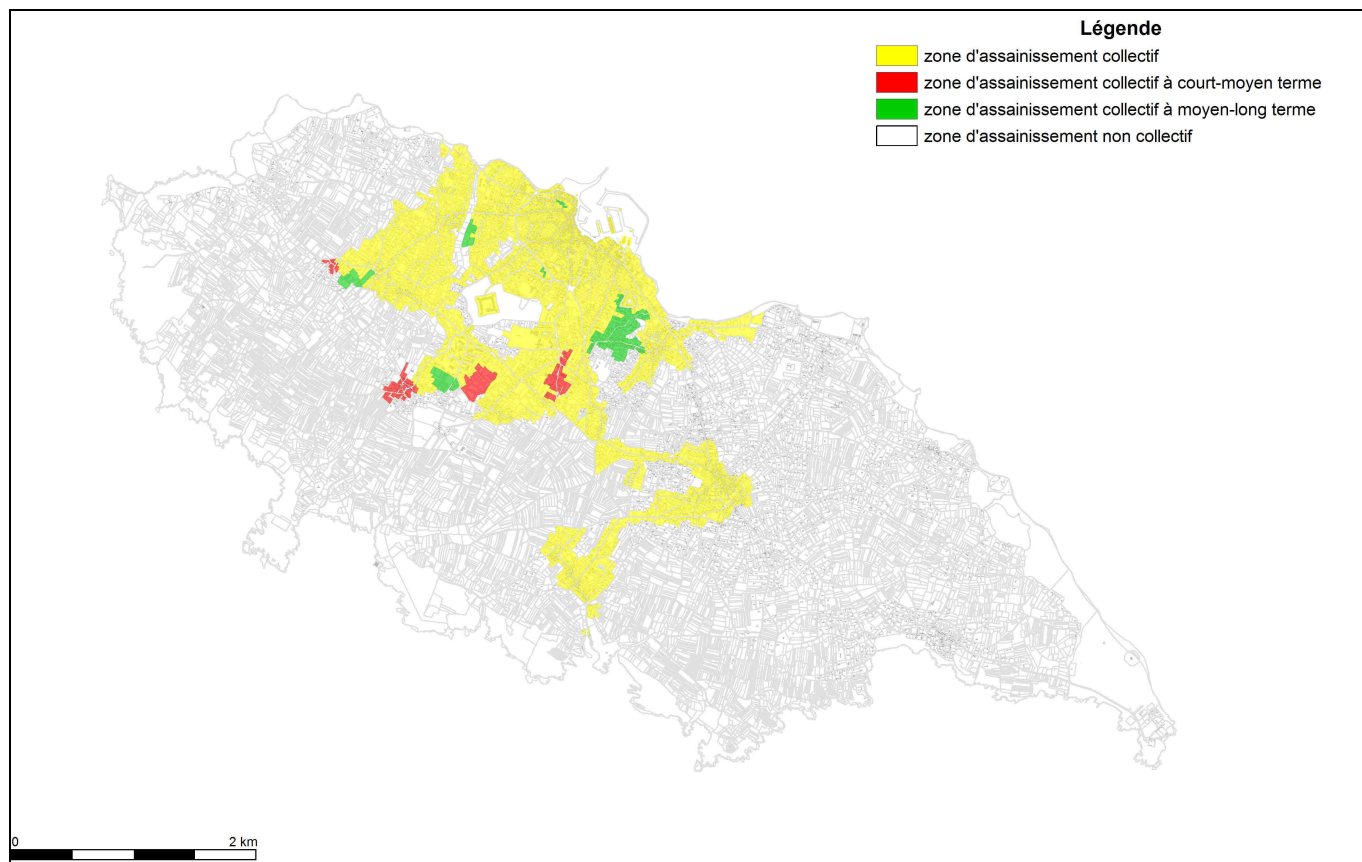


- d'une station d'épuration de type boues activées associée à une filtration membranaire, d'une capacité de traitement de 19 500 EH en été (6 500 EH en hiver), mise en service en juillet 2000.
Selon les derniers bilans de fonctionnement, sa charge organique moyenne par rapport à sa capacité nominale de traitement était de 24 % (10% en janvier ; 56% le 15 août).
Sa capacité organique résiduelle est donc estimée à 76 % en moyenne et à 44 % en période de pointe estivale.
La charge hydraulique moyenne par rapport à la capacité nominale de la station était de 38 %, mais elle augmente significativement pendant les périodes de fortes pluviométries ; un diagnostic réseau en cours de réalisation permettra d'engager des travaux permettant d'y réduire les intrusions d'eaux parasites.
La station présente des performances satisfaisantes et le rejet en mer des effluents traités respecte les normes fixées dans l'arrêté d'autorisation d'exploitation de 2007.

7 – Description du nouveau plan de zonage d'assainissement des eaux usées

A l'issue des réunions de travail des 8 octobre 2012, 25 mars, 11 avril et 8 juillet 2013 et après examen des propositions de zonage d'assainissement par secteur, la commune de L'Île d'Yeu a retenu lors de la séance du Conseil Municipal du 23 juillet 2013 le nouveau zonage d'assainissement des eaux usées :

- les secteurs relevant de l'assainissement collectif (*en jaune sur la carte*) sont l'agglomération de Port-Joinville, l'axe Cadouère / Saint Sauveur, Saint Sauveur et Ker Arnaud / La Meule ;
- les secteurs relevant de l'assainissement collectif à court-moyen terme (*en rouge sur la carte*) sont Ker Gigou, Ker Chauvineau, La Marèche (zone 1AUe) et Rue des Corsaires-Rue de Gâtine ;
- les secteurs relevant de l'assainissement collectif à plus long terme (*en vert sur la carte*) sont les secteurs desservis par les rues de la Belle Poule, de la Filière, des Emigrés, l'impasse du Puits Mulet, la rue des Sept Venelles et les secteurs de la Coulée Verte, Cadouère et La Marèche (zone 2AUe) ;
- le reste de la commune est classé en zone relevant de l'assainissement non collectif (*en blanc sur la carte*).



Le nouveau plan de zonage d'assainissement EU (révision n°2) est annexé à la fin du présent rapport.

8 – Choix et justifications du nouveau plan de zonage d'assainissement des eaux usées

Dans le cadre de l'élaboration du précédent PLU sur l'Île d'Yeu, approuvé en 2007, le zonage d'assainissement des eaux usées actuellement en vigueur avait été mis en place et approuvé. Cependant ce zonage d'assainissement a été remis en question avec l'annulation du PLU en juillet 2009. Entre 2009 et 2013, la commune a élaboré, puis arrêté le 16 mai 2013 un nouveau projet de PLU, dont les orientations et les perspectives de développement territorial ne sont plus compatibles avec l'actuel zonage d'assainissement, lequel doit donc être révisé en parallèle.

Par ailleurs, depuis 2007, des extensions du réseau de collecte d'eaux usées, visant la desserte des zones urbaines denses, ont été réalisées, et les orientations choisies par la collectivité dans son programme d'extension des réseaux ne corroborent pas exactement avec celles du zonage d'assainissement en vigueur.

Les modifications du zonage d'assainissement concernent principalement l'agglomération de Port-Joinville, Saint-Sauveur, La Meule, Ker Chalon, Ker Chauvineau, la Marèche et l'axe Cadouère / Saint Sauveur.

Ces modifications consistent en :

- l'adaptation du périmètre relevant de l'assainissement collectif dans les zones urbanisées (zones U) en cohérence avec le zonage du PLU et en cohérence avec la desserte actuelle par les réseaux :
 - o Axe Ker Gigou - Cadouère : rue de Cadouère ;
 - o Axe Cadouère - Ker Pierre Borny : rue du Château, chemin de la Chironnière, chemin du Grand Pas et rue Surcouf ;
 - o Impasse de Faux Girose ;
 - o Rue du Cloître ;
 - o Route de la Rollandière ;
 - o ZAC de Ker Pissot et chemin de l'Astrolabe ;
 - o Les équipements du port ;
 - o Lotissements du Hollandais Volant et du Grand Chemin
 - o Rue de la Croix de Ker Chalon et chemin de la Fontaine.
 - o Chemin du Meunier.
- l'adaptation du périmètre relevant de l'assainissement collectif dans les zones à urbaniser (zones 1AU) en cohérence avec le zonage du PLU et en cohérence avec la desserte actuelle par les réseaux :
 - o Les Bossilles (ZAC) ;
 - o La Garde ;
 - o Les Rieux ;
 - o La Tonnelle ;
 - o Le Grand Pas ;
 - o Ker Doucet ;
 - o Le Hollandais Volant.
- l'adaptation du périmètre relevant de l'assainissement collectif à court terme dans les zones urbanisées et à urbaniser en cohérence avec le zonage du PLU et en cohérence avec la desserte par les réseaux à venir à court terme :
 - o réseaux programmés à Ker Gigou, Ker Chauvineau et Rue des Corsaires-Rue de Gâtine ;

- zone 1AUe de la Marêche.
- l'adaptation du périmètre relevant de l'assainissement collectif à long terme dans les zones urbanisées et à urbaniser en cohérence avec le zonage du PLU et en cohérence avec la desserte par les réseaux à venir à long terme :
 - réseaux programmés aux rues de la Filière et de la Belle Poule, impasse du Puits Mulet et rue des Sept Venelles ;
 - zone UB rue des Emigrés ;
 - zone 1AU de la Belle Poule ;
 - zones 2AU : Cadouère, ZAC de la Coulée verte et zone 2AUe de la Marêche.

En l'absence de réseau, les constructions classées en zones d'assainissement collectif doivent évacuer et traiter leurs eaux usées par un dispositif autonome adapté à la nature des sols et respectant les dispositions réglementaires en vigueur. La construction ou l'installation devra être raccordée au réseau si celui-ci était mis en fonctionnement. Le dispositif doit alors être conçu de façon à pouvoir être mis hors circuit.

Les zones destinées à être urbanisées à plus long terme sont maintenues en zone d'assainissement autonome, les choix techniques et budgétaires définitifs de la collectivité n'étant pas arrêtés. L'adaptation du zonage d'assainissement pourra avoir lieu ultérieurement lors de l'ouverture à l'urbanisation des zones 2AU, procédure nécessitant une révision du PLU.

Compte tenu des bons résultats de conformité des filières individuelles dans le secteur sud de Ker Chalon (rue à Célestine et chemin de l'Aloumoine), ce secteur actuellement classé en zone d'assainissement collectif à long terme est reclassé en zone d'assainissement non collectif. Les réflexions sur l'éventuel raccordement de ce secteur pourront être menées lors de l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU de Ker Chalon en fonction notamment des performances épuratoires des filières individuelles.

Le reste de la commune est maintenu en zone d'assainissement non collectif. Sur cette zone, les filières d'assainissement autonome devront être adaptées à la nature des sols et devront être réhabilités pour les installations existantes non conformes (dans le cadre du SPANC). L'amélioration de la qualité des eaux superficielles et la réduction de l'impact actuel de l'autonome sur le milieu récepteur passera par une réhabilitation des installations d'assainissement autonome actuellement défectueuses.

Selon ces orientations, la collectivité a donc procédé à la modification du plan de délimitation de l'assainissement collectif et non collectif sur son territoire et validé ce nouveau plan par la prise d'une délibération du conseil municipal avant l'enquête publique. Une délibération d'approbation devra être prise après l'enquête publique.

9 – Incidences du zonage d'assainissement des eaux usées sur l'environnement

9.1) Incidences sur la station d'épuration

La charge de pollution moyenne collectée par le réseau EU est évaluée à 4 700 EH et à 11 000 EH en période de pointe estivale.

La réserve de capacité de la station d'épuration donc est évaluée à 14 800 EH en hiver et 8 500 EH en pointe.

L'objectif du PLU est d'accueillir dans les zones urbaines et dans les zones à urbaniser environ 407 logements à l'horizon 2025 et 336 logements supplémentaires au-delà de l'échéance du PLU. Cette croissance du parc de logement devrait générer une augmentation de la population comprise entre 895 habitants à l'horizon 2025 et 1634 habitants au-delà de cette échéance.

Néanmoins l'ensemble de ce parc de logement ne sera pas totalement raccordé à l'échéance du PLU en 2025, car compte tenu des choix et des orientations de la présente révision du zonage d'assainissement :

- En considérant :
 - o la capacité résiduelle existante en zones urbaines (futurs logements raccordables),
 - o les extensions de réseau programmées de quelques rues et hameaux,
 - o et la desserte prévue de la plupart des zones à urbaniser 1AU et de quelques zones 2AU,

le nombre prévisionnel de futures habitations qui seront raccordées à terme est estimé à 575 unités, soit une population supplémentaire de 1265 habitants et une population saisonnière d'environ 1725 habitants.

Orientations du zonage EU	Secteurs d'habitat desservis/à desservir	Nb. de logements projeté	Population permanente (ratio 2,2 hab/log)	Population saisonnière (base 5 pers/log sur 60% du parc)
Zone d'assainissement collectif	Capacité résiduelle	169	372	507
	Zones 1AU	113	248	339
Zone d'assainissement collectif à court-moyen terme	Ker Gigou Ker Chauvineau Rues Corsaires/Gâtine	94	207	282
Zone d'assainissement collectif à long terme	Secteur Ker Chalon	78	172	234
	Puits Mulet et 7 Venelles	11	24	33
	1AU Belle Poule	20	44	60
	2AU Cadouère et Coulée verte	90	198	270
Total		575 log.	1 265 hab.	1 725 hab.
Charge polluante estimée en EH			1 140 EH	2 580 EH

Ces zones d'habitats devraient donc générer à terme une pollution supplémentaire de 1 140 EH en moyenne et de 2 580 EH en période de pointe estivale.

- Le PLU prévoit également le développement de la zone d'activités de la Marêche pour une superficie raccordable d'environ 8 ha. A raison d'un ratio moyen de 15 EH/ha utilisé pour les zones d'activités, ces zones 1AUe et 2AUe devraient générer à terme une pollution supplémentaire de 120 EH.

Ainsi, le développement urbain de la commune de l'île d'Yeu devrait représenter à long terme un flux supplémentaire à traiter à la station d'épuration de 1 260 EH en moyenne et de 2700 EH en période de pointe estivale. La réserve de capacité de la station d'épuration permet donc de couvrir les besoins de la commune et d'accepter les flux polluants d'eaux usées issus de l'évolution de l'urbanisation envisagée au travers du PLU.

Parallèlement, la collectivité a engagé un programme de réduction des intrusions d'eaux parasites dans le réseau de collecte afin de soulager la charge hydraulique de la station lors des fortes pluies et limiter ainsi les by-pass vers la mer.

9.2) Incidences sur les milieux récepteurs et sur les sites Natura 2000

Le nouveau zonage d'assainissement prévoit une nette augmentation de la surface raccordée et raccordable à un réseau de collecte qui a connu depuis les dix dernières années de nombreuses extensions.

Cela permettra de mieux contrôler, collecter et traiter les rejets polluants d'eaux usées des constructions de l'agglomération et des zones denses de l'île, ainsi que ceux des futures constructions envisagées dans le projet d'urbanisme de l'île d'Yeu.

Les extensions futures du réseau d'assainissement collectif permettront également de supprimer les rejets polluants, diffus ou collectés par le réseau hydrographique et pluvial, des installations d'assainissement non collectif non conformes des habitations.

La suppression des rejets polluants d'origine domestique dans le réseau hydrographique et le traitement des eaux usées par une station d'épuration performante ne pourront qu'améliorer la qualité de l'eau des milieux récepteurs (cours d'eau, marais, mer), ce qui participera :

- à l'atteinte de l'objectif de bon état de la masse d'eau littorale fixé par la DCE à travers les orientations du SDAGE Loire-Bretagne ;
- à la préservation de la qualité d'un milieu récepteur final sensible, le littoral et la mer, classés en sites Natura 2000 pour la qualité de la flore et la faune littorales et marines ;
- ainsi qu'à la satisfaction des usages de l'eau en aval, notamment aux niveaux des zones de baignade.

10 – Mesures de suppression, réduction et compensation des effets négatifs de la modification du zonage d'assainissement

Des mesures compensatoires complémentaires seront prises au niveau du réseau de fossés par la commune afin de ralentir l'écoulement des eaux vers la mer et favoriser l'épuration des eaux, du point de vue de la qualité générale et de l'abattement des germes d'origine fécale.

Un programme d'aménagement des fossés est en cours d'élaboration. Des bassins seront aménagés sur le réseau de fossés et aménagés de zones en eau et/ou de filtres plantés de roseaux ou de phragmites, afin au niveau de ces zones, de ralentir l'écoulement des eaux, de favoriser l'exposition aux UV solaires et d'assurer une épuration complémentaire par passage au niveau des filtres (reconstitution de zones humides).

11 – Indicateurs de suivi

L'actualisation du zonage d'assainissement des eaux usées devra faire l'objet d'une analyse des résultats de son application, notamment en ce qui concerne l'environnement, au plus tard à l'expiration d'un délai de six ans à compter de son approbation. Il appartient donc à la commune de prendre les dispositions nécessaires pour être en mesure d'établir ce bilan dans le délai imparti.

Sont mis en place les indicateurs suivants :

Indicateurs de suivi	Source des données	Etat zéro (2013)	Objectif prévisionnel à 6 ans (2019)
Nombre de branchements au réseau EU	Exploitant du réseau EU	3 442 br. (au 31/12/2012)	<i>non quantifiable "ex-ante"</i>
Linéaire du réseau EU		42 554m	
Charge organique moyenne de la STEP	Exploitant de la STEP	24 %	
Charge organique maximale de la STEP		56 %	Conforme
Conformité des performances de traitement et du rejet de la STEP		Conforme	
Taux d'assainissements individuels non acceptables	SPANC	16 % (au 31/12/2012)	< 16 %

12 – Avertissement

Les dispositions résultant de l'application du présent plan de zonage ne sauraient être dérogoratoires à celles découlant du Code de la Santé publique, ni à celles émanant du Code de l'Urbanisme ou du Code de la Construction et de l'Habitation.

En conséquence, il en résulte que :

- la délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif ou non collectif, indépendamment de toute procédure de planification urbaine, n'a pas pour effet de rendre ces zones constructibles ;
- qu'un classement en zone d'assainissement collectif ne peut avoir pour effet :
 - o ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement ;
 - o ni d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement conforme à la réglementation, dans le cas où la date de livraison des constructions est antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement ;
 - o ni de constituer un droit, pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte. (Les dépenses correspondantes supportées par la collectivité responsable donnent lieu au paiement de contributions par les bénéficiaires d'autorisation de construire, conformément à l'article L.332-6-1 du code de l'urbanisme)

Les habitants de la commune se répartiront donc entre usagers de "l'assainissement collectif" et usagers de "l'assainissement non-collectif".

12.1) Les usagers relevant de l'assainissement collectif

Ils ont obligation de raccordement et paiement de la redevance correspondant aux charges d'investissement et d'entretien des systèmes collectifs.

A leur égard, on pourra faire une distinction entre :

- Le propriétaire résidant actuellement dans une propriété bâtie :
 - o qui devra à l'arrivée du réseau, faire, à ses frais, son affaire de l'amenée de ses eaux usées à la connexion de branchement au droit du domaine public ainsi que prendre toutes les dispositions utiles à la mise hors d'état de nuire de sa fosse devenant inutilisée ;
 - o et qui d'autre part sera redevable auprès de la commune :
 - du coût du branchement fixé forfaitairement par une délibération du Conseil Municipal,
 - de la redevance assainissement constituée d'une part fixe forfaitaire et d'une part variable en fonction du nombre de personnes par logement raccordé au réseau et dont le montant contribue au financement des charges du service d'assainissement, à savoir : les dépenses de fonctionnement, les dépenses d'entretien, les intérêts de la dette pour l'établissement et l'entretien des installations ainsi que les dépenses d'amortissement de ces installations.
- Le futur constructeur qui, outre les obligations qui lui sont imputables au même titre et dans les mêmes conditions que celles définies à l'occupant mentionné dans la section précédente, pourra, compte tenu de l'économie réalisée sur la non-acquisition d'un

dispositif d'assainissement individuel, être assujetti, dans le cadre d'une autorisation de construire, au versement d'une participation qui ne pourra cependant excéder 80% du coût de fourniture et de pose de l'installation individuelle d'assainissement qu'il aurait été amené à réaliser en l'absence de réseau collectif.

12.2) Les usagers relevant de l'assainissement non-collectif

Ils ont l'obligation de mettre en œuvre et d'entretenir les ouvrages (si la commune n'a pas décidé la prise en charge d'entretien) pour les systèmes non collectifs.

Parallèlement à l'instauration d'un zonage d'assainissement, la Loi sur l'Eau de 1992 dans son article 35 fait obligation aux communes de contrôler les dispositifs d'assainissement non-collectif. La commune de l'Île d'Yeu a mis en place ce contrôle technique communal avec la création du SPANC en 2005.

Les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif, notamment aux stations d'épuration des eaux usées et à l'élimination des boues qu'elles produisent, et les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif. Elles peuvent prendre en charge les dépenses d'entretien des systèmes d'assainissement non collectif. L'étendue des prestations afférentes aux services d'assainissement municipaux et les délais dans lesquels ces prestations doivent être effectivement assurées sont fixés par décret en Conseil d'Etat en fonction des caractéristiques des communes et notamment des populations totales, agglomérées et saisonnières.

Les dispositions relatives à l'application de cet article ont été précisées par arrêté du 27 avril 2012 fixant les modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non-collectif.

Cette vérification se situe essentiellement à deux niveaux :

- pour les installations neuves ou réhabilitées : vérification de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages ;
- pour les autres installations : au cours de visites périodiques, vérification du bon état des ouvrages, de leur ventilation, de leur accessibilité, du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration, de l'accumulation normale des boues dans la fosse toutes eaux ainsi que la vérification éventuelle des rejets dans le milieu hydraulique superficiel.

De plus, dans le cas le plus fréquent où la commune n'aurait pas pris en charge l'entretien des systèmes d'assainissement non-collectif, la vérification porte également sur la réalisation périodique des vidanges. Cette périodicité doit être adaptée en fonction de la hauteur de boues qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile (*arrêté du 7 mars 2012 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5*) et, si la filière en comporte, sur l'entretien des dispositifs de dégraisage.

A la mise en place effective de ce contrôle, l'usager d'un système non-collectif sera soumis au paiement de redevances qui trouveront leur contre-partie directe dans les prestations fournies par ce service technique.

La procédure, les éléments pris en compte et les documents à fournir lors de ce contrôle sont fixées par l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

13 – Annexe n°1 : Principes généraux des installations d'assainissement non collectif

13.1) Prescriptions communes

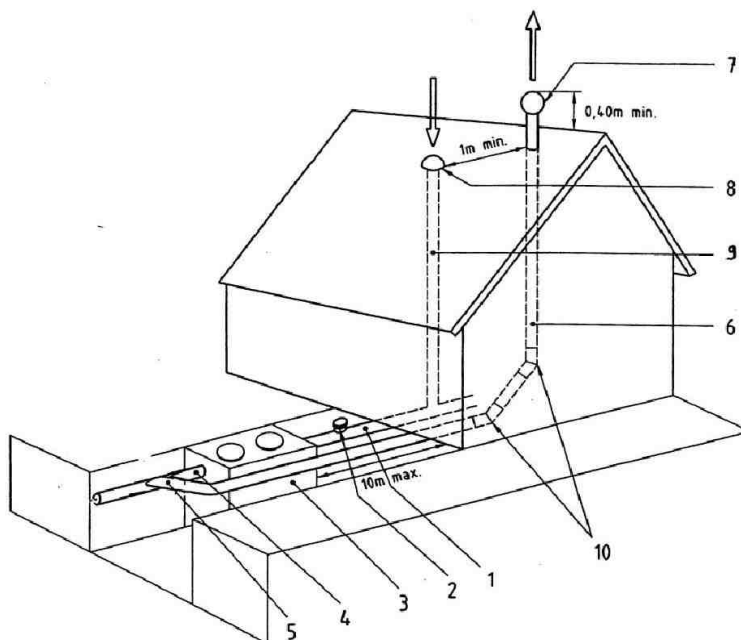
13.1.1) Règles d'implantation des dispositifs de traitement

L'emplacement du dispositif de traitement doit être situé hors zones destinées à la circulation et au stationnement de tout véhicule (engin agricole, camion, voiture,...), hors cultures, plantations et zones de stockage. Le revêtement superficiel du dispositif de traitement doit être perméable à l'air et à l'eau.

L'implantation du dispositif de traitement doit respecter une distance minimale de 35 m par rapport à un point de captage d'eau potable, d'environ 5 m par rapport à l'habitation et de 3 m par rapport à toute limite séparative et de tout arbre développant un système racinaire développé. Ces distances peuvent être adaptées localement.

13.1.2) Exécution des travaux et mise en œuvre des dispositifs

Les engins de terrassement ne doivent pas circuler sur le dispositif de traitement à la fin des travaux. La terre végétale décapée doit faire l'objet d'un stockage sélectif afin d'être réutilisée en recouvrement des dispositifs de traitement. Les tampons de visite des équipements doivent être situés au niveau du sol, afin de permettre leur accessibilité. Les dispositifs de traitement sont destinés à épurer les eaux prétraitées dans la fosse toutes eaux et ne doivent en aucun cas recevoir d'autres eaux. La mise en œuvre des canalisations de liaison en PVC entre les différents éléments de la filière doit respecter les prescriptions de la norme NF P 41 -213.



Légende :

- 1 Canalisation d'amenée (pente comprise entre 2 et 4 %)
- 2 Té de branchement ou d'inspection
- 3 Fosse toutes eaux
- 4 Canalisation d'écoulement (pente de 0,5% mini)
- 5 Piquage de ventilation réalisé par une culotte à 45° à positionner au-dessus du fil d'eau
- 6 Tuyau d'extraction Ø 100 mm mini (passage possible à l'intérieur de la maison)
- 7 Extracteur statique ou éolien à positionner à 0,40 m au-dessus du faîtage
- 8 Chapeau de ventilation primaire (entrée d'air)
- 9 Colonne de ventilation primaire raccordée à l'évacuation des eaux usées (WC, lavabo, baignoire ...)
- 10 Succession de 2 coudes à 45°

13.2) Traitement

En ce qui concerne les différentes filières de traitement, l'arrêté du 7 mars 2012 préconise toujours à l'heure actuelle les mêmes filières d'assainissement "classiques" avec une priorité sur l'utilisation du sol pour le traitement et l'infiltration (tranchées d'épandage). Par contre, ce nouvel arrêté ouvre à l'utilisation de nouveaux procédés qui feront l'objet d'un contrôle de fonctionnement et de résultat selon le protocole fixé par cet arrêté.

Lorsque ces filières auront répondu aux différentes exigences, une publication au Journal Officiel permettra leur préconisation au même titre que les filières habituellement préconisées.

L'arrêté du 7 mars 2012 précise les modalités de mise en place et d'entretien de toilettes sèches. Ce procédé se limite exclusivement aux eaux vannes. Pour les eaux grises, il sera nécessaire de préconiser une filière autorisée par l'arrêté.

Le Journal Officiel du 25 avril 2012 a publié un arrêté qui modifie les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif, afin d'harmoniser l'édifice réglementaire en place avec les modifications introduites par la loi Grenelle 2.

Depuis 2010, un certain nombre de procédés et d'équipements de traitement des eaux usées destinés aux maisons individuelles est agréé par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie. Compte tenu de l'évolution constante des solutions proposées et des limites spécifiques à chaque produit en particulier le nombre d'équivalents habitants pris en compte ; nous ne fournissons pas de liste et de documents techniques de ces filières compactes. Par contre, il est possible d'en prendre connaissance auprès du Service Public d'Assainissement Non Collectif.

14 – Annexe n°2 : Plan de zonage d'assainissement des eaux usées